



Délocalisation de TOUS les développements Thermiques et Hybrides en Espagne et Roumanie en 2025

Non au démantèlement de Lardy ! Le prétexte de la transition « électrique » est un écran de fumée !

06/01/22

La CGT Lardy : syndicat de site pour tous les salariés du CTL
RENAULT – PRESTATAIRES – INTERIMAIRES – APR – ETAM – CADRES.

Contact : cgt.lardy@renault.com
Facebook : [CGT.RENAULT.LARDY91](https://www.facebook.com/CGT.RENAULT.LARDY91)

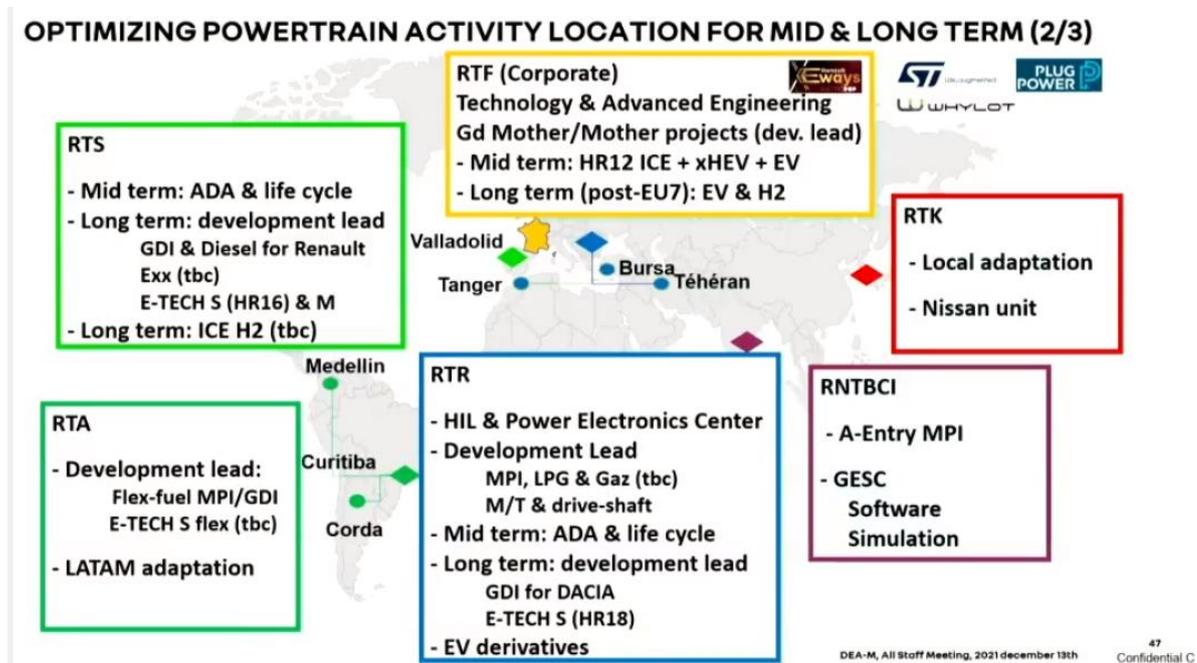
En fin d'année dernière, nous avons eu le droit aux habituels « vœux » de nos grands directeurs, leurs remerciements pour tout le travail que nous avons abattu en 2021, des trémolos dans leur voix. Mais tout cela avait un goût encore plus amer que les années précédentes.

Car, le lundi 13 décembre avait lieu un « Amphi » DEA-M dans lequel le directeur Ph. Brunet a annoncé la délocalisation de TOUS les développements thermiques et hybrides en Espagne et en Roumanie pour 2025.

Si nous laissons la direction mettre en œuvre cette orientation, cela aurait des conséquences catastrophiques pour les activités et les emplois du site de Lardy, qui dispose encore aujourd'hui de dizaines de moyens d'essais dédiés à ces technologies.

Il s'agirait tout simplement du démantèlement du site de Lardy. C'est inacceptable !

Voici le slide résumant les plans de la direction. Lors de la réunion, la limite « moyen terme » / « long terme » a été fixée par Ph. Brunet à 2025 : « Ce qu'il faut retenir c'est que finalement, à moyen terme, on va dire d'ici à 2025, pas de changement sur ce que vous connaissez déjà ».



Il y est indiqué que l'ensemble des activités thermiques ET hybrides seraient délocalisées en Espagne (pour la gamme Renault) et en Roumanie (pour la gamme Dacia) en 2025. Il ne resterait plus que le 100% Electrique et l'hydrogène (pour Pile à Combustible) en France.

Il ne s'agit pas de choix techniques mais financiers

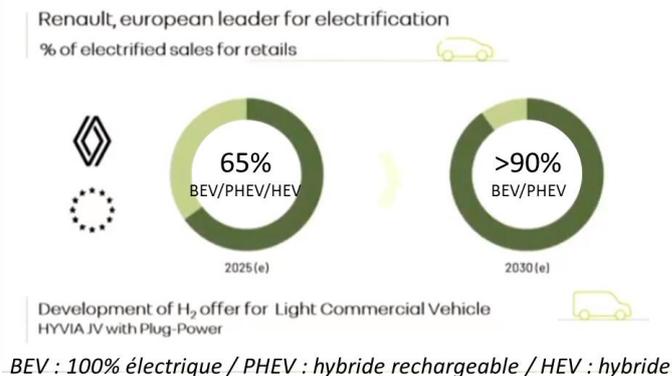
Pourtant, dans la même présentation, la direction indique que la part des ventes « Electriques » à 90% pour Renault en 2030 (pour l'Europe) comportera bien les moteurs hybrides rechargeables. Des projets hybrides, il y en aura donc bien pour l'Europe et pour Renault entre 2025 et 2030 ! Ce choix n'est donc pas un choix dicté par les évolutions technologiques mais par des objectifs de réduction des « coûts ». Ph. Brunet l'a indiqué lui-



La CGT Lardy : syndicat de site pour tous les salariés du CTL
RENAULT – PRESTATAIRES – INTERIMAIRES – APR – ETAM – CADRES.

Contact : cgt.lardy@renault.com
Facebook : [CGT.RENAULT.LARDY91](https://www.facebook.com/CGT.RENAULT.LARDY91)

même en précisant que l'optimisation de la localisation des activités GMP (Groupes Moto-Propulseurs) était un levier pour travailler avec un budget divisé par 2 par rapport à 2018-19 : « optimiser la localisation des activités, c'est-à-dire là où l'activité a le plus de valeur ajoutée, c'est d'y mettre les ressources qui ont le maximum d'expérience, de know-how et qui sont aussi, par la même, les plus chères. Et donc, tout ce qui est technologies « stabilisées », de les mettre là, autant que possible, où la main d'œuvre est moins chère ».



Aucune nouvelle activité prévue pour le site

Pourtant, dans la même présentation, la direction indique que des travaux de recherche vont être menés sur des moteurs thermiques à Hydrogène dans les années à venir. Mais si cela débouchait sur un marché, le choix serait de faire les développements en Espagne ! Cela devrait plutôt être l'occasion d'adapter les bancs Moteur actuels de Lardy à l'hydrogène et d'étudier son stockage sur le site dès maintenant au lieu de dire dans quelques années qu'il est trop tard pour le faire.

Pourtant, dans la même présentation, la direction ne donne aucune perspective de nouvelles activités sur le site de Lardy pour remplacer le thermique et l'hybride. La pile à combustible à Hydrogène, c'est pour la co-entreprise Hyvia et peut-être VSF ; l'électronique de puissance, c'est avec ST Micro-Electronics ; le Big Data, le véhicule connecté, c'est pour Guyancourt.

« Fallait pas les inviter » ?

Il est hallucinant que ces annonces soient faites dans une réunion ne rassemblant que les salariés d'une direction, **laissant les salariés de toutes les autres directions sans information** (DEA-T, DISG, etc., soit 50% des salariés du site). Hallucinant que les syndicats n'aient pas été préalablement informés de projets qui impactent directement et profondément l'avenir du site de Lardy : c'est une véritable entrave à l'action des représentants élus par le personnel. **Mais surtout quel dédain vis-à-vis de la moitié des salariés du site !**

Sous prétexte de transition « écologique », la prime à la casse... sociale !

Du travail sur les projets thermiques, hybrides et électriques, il y en a pour des années. Personne ne connaît vraiment le « mix » des motorisations dans les 10 années à venir, cela dépendra des futures normes, de la réalité de l'inclusion ou pas des hybrides rechargeables dans l'interdiction des moteurs thermiques en Europe en 2035, du prix de chaque technologie et de la capacité à chacune de répondre aux réels besoins de mobilité de la population. La direction veut en réalité profiter de cette transition vers l'électrique pour réduire les coûts, pour baisser les salaires et dégrader les conditions de travail en jouant du dumping social entre salariés des différents pays.

Tout changerait au niveau des technologies mais rien ne changerait dans les objectifs des constructeurs automobiles : **augmenter toujours plus les profits des actionnaires**. Faire croire que cela règlera les problèmes posés par l'urgence climatique, c'est mentir à la population ! D'autant plus que l'Etat promet des milliards d'euros de subventions aux constructeurs pour les véhicules « propres » : après la prime à la casse des années 1990, c'est maintenant la prime à la casse... sociale !

Maintenant que les volontés de la direction sont officielles, il va falloir que les salariés se regroupent, discutent et agissent collectivement. La CGT-Lardy organisera dès la semaine prochaine des 20 min de pause dans les secteurs pour commencer à le faire.

Faites circuler ces informations, nous allons avoir besoin de la mobilisation du plus grand nombre ! Inscrivez-vous à la liste mail d'info : cgt.lardy@renault.com

Non aux délocalisations d'activités ! Non au démantèlement du site de Lardy !

Nous demandons le maintien de tous les emplois (Renault et sous-traitants) et de réelles reconversions pour les salariés dont le métier évolue.